



Fond de classe

Bulletin du Syndicat des Travailleurs.euses de l'Éducation CNT de Moselle
N°2 – Janvier 2013

SOMMAIRE

L'école, c'est à nous de la refonder

Université de Lorraine : la documentation en prend un coup

AED : vous êtes formés !

Gaumont-Pathé : la section universitaire soutient la lutte

Alphabétiser...ou instruire pour révolter

Outre Rhin : même capitalisme, même combat

Chaque mois à Metz : zone de gratuité

NddL : la matraque rose et la prison socialiste

Pédagogie et révolution : Grégory Chambat

Pas de « changement » en vue : l'école, c'est à nous de la refonder !

Nous nous y attendions, c'est désormais une évidence : la politique du gouvernement « socialiste » n'est pas celle que les personnels et les parents d'élèves attendaient pour leur école. Après quelques mois au pouvoir, le PS et Vincent Peillon n'ont rien changé à la politique libérale engagée précédemment par la droite.

Des recrutements d'enseignants sont évoqués en grande pompe alors que l'annonce des prochains budgets nous montre bien que l'heure est à l'austérité. Dans nos établissements, les moyens sont toujours bien en dessous de l'ambition éducative des collègues et la précarité s'aggrave : contrats à durée déterminée (enseignants contractuels, AED, AVS, AP, APS...), vacations, contrats de droit privés (EVS, personnels administratifs), non remplacements de professeurs et exploitation étudiante pour subvenir au manque de personnels enseignants... Alors que de nombreux collectifs de précaires de l'Éducation se sont battus contre le recours aux CAE/CUI, Peillon en impose une nouvelle version : les EAP (Emplois Avenir Professeur) ! Et bien sûr pas un mot concernant les RASED afin de persister dans cette politique de précarisation et de casse du service public.

Visiblement, ceux-ci ne reviendront pas non plus sur les politiques sécuritaires et anti pédagogiques de leurs homologues de la droite : le fichage des élèves pourtant maintes fois dénoncé par les luttes de la base n'est pas remis en question. Le livret de compétences, le socle commun, les évaluations, et autres contre-réformes décriées par les personnels à plusieurs reprises ces dernières années se pérennisent également.

Côté nouveautés, le PS n'a rien trouvé de mieux que de brandir le recrutement de 500 Assistants de Prévention et Sécurité (APS) (recrutés à bac +2 avec un salaire de misère) afin de s'inscrire dans la stratégie sécuritaire de ses prédécesseurs : stigmatisant certains établissements et tentant de déliter et précariser les actions éducatives des personnels de vie scolaire. Pourtant, nous, personnels, n'avons eu de cesse que de réclamer la titularisation des précaires et le recrutement massifs de personnels éducatifs.

Et que dire de la réforme des rythmes scolaires, qui ne pose aucunement la question des rythmes d'apprentissage et des rythmes de vie des enfants. On le voit bien, leurs concertations ignorent les revendications qui sont celles des travailleurs de l'éducation et des parents..

Le débat sur la morale à l'école, s'il a créé la polémique suite à des propos affligeants du ministre, n'a finalement été qu'une belle manœuvre de diversion pour faire oublier les vrais problématiques de l'éducation dont les collègues sont tenus éloignés par l'opacité des concertations entre gouvernement et directions syndicales réformistes. Cette « refondation » discutée dans les salons républicains n'est pas la notre et ce qui en émane aujourd'hui fait insulte aux revendications des collègues. Nous le réaffirmons, nos positions se construisent dans les assemblées générales et ce n'est qu'en luttant que nous ferons changer les choses.



La CNT FTE : c'est quoi ?

La CNT-FTE est un syndicat indépendant qui fonctionne sans subvention, uniquement avec les cotisations des adhérents.

La CNT-FTE tourne en autogestion, tout est décidé en assemblées générales dans chaque syndicat, les mandats sont tournants et révocables à tout moment, il n'y a pas de permanents et tout travail est bénévole.

Chaque syndicat appartient à une fédération. Nous appartenons à la fédération des travailleurs-ses de l'éducation : FTE. L'ensemble des fédérations forme la confédération.

UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. **DE COMBAT !** Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. **AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée.

ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement... un projet révolutionnaire.

Université de Lorraine : la documentation en prend un coup !

Ils n'aura pas fallu longtemps pour que ce que nous dénonçons dans la création de l'UdL soit mis en œuvre

Du côté de la gouvernance tout d'abord. A l'époque du projet, la CNT dénonçait déjà la prise de contrôle totalitaire du président sur le fonctionnement de la nouvelle université. Rappelez vous, outre l'entrée dans notre fac des intérêts privés dans les instances décisionnelles, nous nous étions sommes insurgés, au côté des autres organisations syndicales et étudiantes d'ailleurs, constatant que dans le cadre du projet comme de la future organisation politique de l'université, personnels et étudiants seraient laissés sur le carreau. C'était finalement par la force (ndlr : utilisation de sociétés de sécurité privées et évacuation musclée des piquets de grève) que le gouvernement avait imposé le décret « grand établissement » livrant littéralement notre fac à la bureaucratie et à ses intérêts propres.

Malheureusement, cela n'avait pas empêché ceux qui avaient lutté de rapidement rentrer dans le rang des « partenaires sociaux » en briguant des sièges dans des instances fantasmées et consultatives, qu'eux même avaient décriées. Allez comprendre cette logique...

Ces organisations syndicales réformistes déchantent d'ailleurs aujourd'hui lorsque leurs propositions ne sont même pas étudiées par les CA de l'Université de Lorraine. Mais c'est bien par le biais de ce fait du prince, permis par les statuts de l'Université, que le président Mutzenhardt a littéralement renvoyé ceux qui voulaient jouer le jeu de la cogestion à leur rang de marionnettes, lors du comité technique extraordinaire du 10 décembre dernier.

Et oui... ce n'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction, ce n'est pas nouveau ! Et pendant ce temps là les moyens accordés à l'enseignement et à la recherche à l'Université de Lorraine sont bien sur revus à la baisse. Dernière conséquence en date pour la Bibliothèque Universitaire, où jusqu'à présent le PEB (Prêt Entre Bibliothèques) était gratuit, au même titre que tous les services de documentation. Désormais les enseignants-chercheurs et les doctorants qui pouvaient faire venir des ouvrages dont la BU ne disposaient pas seront facturés 5 euros par commande ! Et bien sur, cela ne s'arrête pas là : ce sont les laboratoires de recherche qui seront refacturés en fin d'exercice !

Si le principe de faire payer les chercheurs pour leur recherche est une honte, nous rappelons aussi et surtout que les conditions précaires des doctorants, globalement sous financés et bien souvent obligés de travailler à côté de leur activité universitaire n'ont pas les moyens de financer eux même ce qui n'est ni plus ni moins leur outil de travail ! Et les conséquences en termes d'inégalité sociales sont évidentes...

Mais le scandale ne s'arrête pas là, puisque le dernier CA de l'université a voté un budget pour la documentation universitaire amputé de 20% par rapport à l'année dernière, constituant ainsi une nouvelle attaque contre les BU et leurs politiques d'acquisition !

Pour nous, la revendication est évidemment révolutionnaire. Les services de documentation universitaires sont l'outil de ceux qui œuvrent à une recherche que nous voulons indépendante : à termes, nous considérons que la documentation universitaire doit être ni plus ni moins socialisée. C'est à dire gérée directement et collectivement par les acteurs de l'université.

En attendant, nous portons une revendication sans ambiguïté : nous voulons que le PEB soit gratuit pour tous !

Lutte chez Gaumont-Pathé : les étudiants salariés soutiennent !

Le 1er décembre dernier, SUD Cultures et les camarades du syndicat CNT Culture Spectacles de Région Parisienne appelaient à la grève dans les cinéma Gaumont-Pathé pour lutter contre la casse du métier de projectionniste.

En effet la direction leur demande dorénavant d'assurer également au sein du cinéma les tâches de vendeurs-euses, agent-e-s d'accueil, plombiers-ères, électricien-ne-s, etc. S'ils ou elles refusent, c'est le chômage. Naturellement, la direction brandit des prétextes douteux : il semblerait qu'avec le passage au numérique, le travail des projectionnistes se soit allégé ; plus besoin de charger la pellicule, il suffit de veiller au bon déroulement de la séance. Or les bugs informatiques sont multiples et de nombreuses séances ont déjà été arrêtées car personne n'était sur place pour y remédier.

En plus de la dévalorisation du métier de projectionniste, cela pose donc aussi d'autres problèmes : la qualité des services au rabais et des suppressions de postes chez les salariés du hall. Cependant, cela ne ruinerait pas les actionnaires de Gaumont-Pathé, qui se sont partagé 27,2 millions d'euros de bénéfices en 2011, de voir les effectifs et les conditions de travail de leurs employé-e-s à la hausse !

Mais comme d'habitude, le patronat veut s'en mettre plein les poches et ce sont les travailleurs-euses qui trinquent ! Et dans ce cas, les salarié.e.s exploité.e.s, sont bien souvent des étudiants !

Nous, étudiant-e-s en cinéma de la CNT Education 57, tenons à affirmer notre soutien aux travailleurs-euses en lutte. Mais au delà, en tant qu'étudiants, nous rappelons une nouvelle fois les difficultés croissantes pour la jeunesse à mener légitimement des études supérieures. La précarité et la misère étudiante n'ont de cesse de progresser, nos universités se privatisent données en pâture aux intérêts privés, le salariat reste la première cause d'échec à l'université, se loger lorsque l'on est étudiant.e devient presque impossible... Plus que jamais, nous ne laisserons pas faire ces patrons qui nous exploitent et profitent de notre condition ! Et le seul remède reste l'abolition du capitalisme !

AED, vous êtes formés !

Les AED n'ont pas le droit de participer aux HIS (Heures d'Information Syndicale) ! Si l'on en croit l'IEEN en charge de la formation des nouveaux Assistants d'Education en Moselle, il est de leur devoir « d'assurer la continuité la service public » en prenant en charge les élèves des enseignants déchargés pour les réunions syndicales. Rappelons le aux AED comme à tous les précaires : ce propos de l'administration est inadmissible. On voudrait diviser les collègues dans l'établissement, ou priver les précaires de leurs droits de salariés en les tenant éloignés de la vie syndicale, qu'on ne s'y prendrait pas mieux !

En effet, les heures mensuelles d'information syndicale sont de droit pour tous les travailleurs d'un établissement du secondaire. Ceux-ci peuvent s'y rendre, à hauteur d'une heure par mois, quel que soit leur statut ou leur fonction : enseignants, personnels de vie scolaire, agents administratifs et techniques compris ! Qu'ils soient syndiqués ou non, et tout ça sur leur temps de travail ! (la législation impose en théorie que la direction soit prévenue une semaine auparavant de votre participation, bien que cette disposition soit rarement appliquée en pratique puisque le texte n'impose pas que cette déclaration soit écrite...)

Et tant pis si cela perturbe la « vie scolaire » de l'établissement. C'est bien le chef d'établissement qui est responsable de l'accueil des élèves : libre aux personnels de direction d'assurer la continuité du service public en assurant la surveillance de la cour ou les permanences !



Alphabétiser... ...ou instruire pour révolter

Le collectif d'accueil et de défense des familles Roms de Metz, lutte depuis maintenant des mois contre le démantèlement et l'expulsion d'un camp installé à Metz. Ce combat, auquel prend part la CNT Moselle, est double : à la fois politique et humanitaire. Politique car le collectif dénonce les mesures transitoires dont sont victimes les citoyens roumains et bulgares qui, bien que ressortissants de l'UE n'ont aujourd'hui pas le droit de travailler sur le territoire français. Politique toujours lorsque les expulsions et la stigmatisation des Roms alimentent perpétuellement les délires sécuritaires de la classe dominante : après Hortefeux, c'est bien Valls qui s'occupe aujourd'hui de la répression des boucs émissaires, historiquement dénoncés en tant de crise... Humanitaire, lorsque la réalité quotidienne famille Roms relève de l'urgence : vivant comme c'est le cas à Metz, dans des conditions insupportables, sans accès à l'eau et à l'électricité, et surtout sans moyens de subsistances..

C'est donc sur tous les fronts que le collectif s'est battu dernièrement. Dans un rapport de force de longue haleine avec la préfecture tout d'abord, sur la question de la situation administrative et du relogement de ces humains. Il a fallu lutter contre l'horrible logique républicaine de nos dirigeants qui ont tout fait pour diviser les Roms du camp : utilisant les enquêtes sociales pour faire du « cas par cas » et brandir leur notion « d'intégration ». Au niveau social ensuite pour accompagner les Roms dans leurs recherches d'emploi et leur démarches juridiques, mais aussi en œuvrant à la scolarisation des enfants. Et ces luttes paient, puisque dernièrement une partie des habitants du campement ont été relogés dans des appartements de la ville. Mais pour ceux là, comme pour ceux qui se battent toujours, la solidarité de classe reste une nécessité.

C'est dans ce cadre que la CNT Moselle a pris l'initiative d'organiser des cours d'alphabétisation. Ouverts aux Roms comme à tous les autres, quels que soit leur niveau de langue et quel que soit leur âge, ils ont lieu tous les mercredi après midi dans les locaux de la CNT, place des Charrons à Metz, et sont animés par des militants syndicaux et autres défenseurs de l'éducation populaire : tous bénévoles bien évidemment, spécialistes ou non de la langue française. Parce qu'elle apporte une aide concrète à tous ceux qui en besoin et parce que nous entendons développer une telle initiative, l'organisation des cours d'alphabétisation est ouverte à tous ceux qui souhaiteraient s'y investir. Apprendre est pour nous une notion collective : c'est en partageant, en nous enrichissant mutuellement, en confrontant nos expériences sociales et culturelles que tous ensemble nous cherchons à nous donner les moyens... de lire et d'écrire bien sur, mais bien au delà, de lutter pour notre condition. Alphabétiser, non pas pour intégrer, mais pour donner à la classe populaire les armes nécessaires à la défense de ses intérêts, c'est défendre une vision de l'éducation qui est la nôtre : l'éducation populaire. Face à la logique de l'État, face à leur intégration par la coercition et la soumission, pour nous il n'y a qu'une réaction : instruire pour révolter !
Pour tout renseignement : ud57@cnt-f.org

Chaque mois à Metz : Zone de gratuité

Le 3ème dimanche de chaque mois, au local de la CNT Moselle (place des charrons à Metz) les syndicats CNT l'Education et CNT Santé/Social mettent en place l'alternative avec la Zone de Gratuité. Le principe ? Tout est gratuit, et on partage tout ! A commencer par le repas : ceux qui peuvent apportent à manger, ceux qui sont motivés font de la récupération au marché la veille, ceux qui aiment cuisiner, ceux qui n'ont rien apportent leur bonne humeur, et tous ensemble, autour d'une cuisine populaire, on passe un moment fraternel. Les livres ensuite : parce que nos expériences et nos compétences doivent profiter à toutes et tous, à l'occasion de la zone de gratuité, les lectures s'échangent. Au même titre d'ailleurs que tout ce que les unes et les autres apportent, d'eux même. Depuis 6 mois, nous sommes de plus en plus nombreux à partager et faire exister la zone de gratuité. Habités, nouveaux visages, habitants du quartier ou venus d'ailleurs, avec ou sans papiers... La zone de gratuité, si elle est une initiative de syndicalistes de combat prend tout son sens en ne rassemblant que sur un unique critère : la solidarité de classe.

En effet, l'anarchosyndicalisme poursuit un but : s'opposer et abolir la société de classe. La poursuite de ce but est issue d'une réflexion éminemment économique, et par conséquent politique, car il est évident à nos yeux qu'une révolution du mode de production et de la répartition de la richesse sont nécessaires. Cette révolution à laquelle nous comptons parvenir en construisant la grève générale, se construit donc bien sur au quotidien sur nos lieux de travail, développant les liens de solidarité entre collègues. Mais, comme nous le montre l'histoire, la solidarité de classe se construit également en dehors de l'entreprise : la solidarité populaire et l'alternative autogestionnaire doit aussi se structurer de proche en proche, dans nos rues et nos quartiers. Échanger, partager, soutenir nos camarades de la classe populaire au sein même du tissu social : ça aussi c'est notre syndicalisme ! Car dans la société, l'Etat et le patronat n'ont cessé de tenter de diviser, opposant les individus et les groupes sur des critères arbitraires et mensongers, dont le seul but est de casser la solidarité de classe. C'est pourquoi la CNT s'oppose à toutes ces discriminations qui opposent français et immigrés, homos et hétéros, employés et chômeurs, actifs et retraités, hommes et femmes...

Prochaine zone de gratuité, le dimanche 20 Janvier, à midi !

Outre Rhin : même capitalisme, même combat !

Le samedi 22 décembre à l'appel de l'« A-Netz » (branche de l'IFA Internationale des Fédérations Anarchistes pour l'Allemagne du Sud-Ouest) s'est déroulée à Mannheim une manifestation contre les politiques d'austérité qui touchent actuellement, et pour longtemps encore -si nenni résistances-, les pays de la zone Euro.

Rendez-vous était pris devant la gare ferroviaire de Mannheim, où un peu plus de 500 personnes du grand Ouest de l'Allemagne se sont rassemblées : des groupes anarchistes, des collectifs antifascistes et une quarantaine de militants anarchosyndicalistes de la FAU (Freie Arbeiter Union) de Francfort, Düsseldorf et Mannheim, auxquels se sont joints des militants « étrangers » de la CNT française et des IWW (Industrial Workers of the World) du Luxembourg.

Ambiance bon enfant avec camion sono, une fanfare de clowns, des slogans anticapitalistes et antifascistes offensifs, et tout cela dans des quartiers populaires aux longues barres bétonnées. Nous remercierons la police allemande pour ce joli parcours imposé ! En effet rien de tel que de faire de la propagande autogestionnaire dans ces quartiers.

Cette manifestation s'inscrit dans la continuité des résistances européennes contre les assauts du capital qui visent à anéantir tous les acquis du siècle dernier de la classe ouvrière. Ainsi, après la manifestation du 31 mars à Francfort, puis les nombreuses manifestations du 14 novembre dernier partout en Europe, l'objectif affiché de cette « démo » (comme disent les allemands), était d'inscrire dans la durée la lutte sociale au niveau européen. Aussi ne manquons pas les prochains rendez-vous de ce type, puisque le capitalisme n'a pas de frontières, sachons lui répondre que sur ce terrain nous savons lui faire face.





La matraque rose et la prison socialiste

Mobilisé-e-s contre l'aéroport et son monde, bénéficiant d'un fort soutien populaire, les militant-e-s présent-e-s sur le terrain à Notre-Dame-des-Landes subissent une répression intense depuis l'offensive « César » lancée à partir du 16 octobre par le pouvoir social démocrate et ses bataillons anti-émeute.

Les grenades des gardes mobiles ont déjà fait de nombreux-ses blessé-e-s. Plus d'une centaine pour les seules journées du 24 et 25 novembre selon le médecin qui est intervenu sur place. Dans la nuit du 16 décembre, une manifestante a subi l'explosion d'une grenade de désencerclement et a été hospitalisée d'urgence à Nantes : elle devra peut-être être amputée d'un orteil.

Les politiques favorables au projet d'aéroport et tenants de la répression s'expriment aussi dans les tribunaux. En effet, le 26 novembre, des gendarmes en civil ont infiltré les manifestant-e-s sur une barricade et arrêté des militant-e-s. Les comparutions immédiates les ont mené devant le tribunal correctionnel et une demi douzaine de peines de prison avec ou sans sursis ont été prononcées. Des sanctions assorties d'interdictions de séjour de deux ans, mesures jusqu'ici réservées aux truands et autres mafieux.

La CNT dénonce l'usage obstiné de la force et des mesures répressives contre un mouvement social légitime.

CNT Relations Médias

Conseil de lecture : *Pédagogie et révolution*, Grégory Chambat



Pédagogie et révolution, Questions de classe et (re)lectures pédagogiques
Grégory Chambat
préface : Charlotte Nordmann

Libertalia, Collection : Terra Incognita, 216 p., oct. 2011

Cantonné à la seule question des moyens ou englué dans l'artificielle querelle opposant réac-publicains et pédagogistes, le débat autour de l'école est aujourd'hui dans l'impasse.

Proposer une relecture des « classiques » de la pédagogie et questionner leur actualité à la lumière des enjeux présents est une manière de réactiver cette inspiration révolutionnaire qui guidait les éducateurs d'hier. De Francisco Ferrer à Jacques Rancière, en passant par Célestin Freinet, Paulo Freire ou Ivan Illich, ce recueil de chroniques publiées dans la revue N'Autre école esquisse le bilan d'un siècle de pratiques et de luttes pour une éducation réellement émancipatrice.

Ce parcours pédagogique emprunte également des chemins oubliés ou plus inattendus : l'apport du syndicalisme révolutionnaire, de Fernand Pelloutier à Albert Thierry ou l'œuvre éducative de la révolution libertaire espagnole. Car, si la postérité a conservé la trace de quelques-unes des figures convoquées ici, elle ne doit pas nous faire oublier que le combat pour une école de la liberté et de l'égalité fut toujours une pratique collective et sociale. Dans le domaine de la pédagogie, comme dans celui de l'action militante, ceux qui savent de quoi ils parlent sont ceux qui font... Montaigne l'affirmait : « Éduquer, ce n'est pas emplir un vase, c'est allumer un feu »... il est temps de souffler sur les braises !

Enseignant depuis 1995, Grégory Chambat travaille avec des élèves non-francophones dans un collège de Mantes-la-Ville (78). Militant de la CNT-éducation, il participe au comité de rédaction de la revue N'Autre école. Il a publié Instruire pour révolter, Fernand Pelloutier et l'éducation, vers une pédagogie d'action directe et coordonné le livre d'entretiens École : une révolution nécessaire (éditions CNT).

Revue N'Autre école



LE COMBAT SYNDICALISTE : mensuel officiel des syndicats CNT

Le CS est l'organe de presse confédéral de la CNT. Comme toutes nos publications, il est rédigé et diffusé par des militants, bénévolement en dehors de leur temps de travail et de toute décharge syndicale. Le combat syndicaliste est l'expression même des syndicats de la CNT qui y relaient l'actualité de leur lutte mais en font également un outil de propagande comme de réflexion, en proposant des dossiers de fond sur le monde du travail et, de manière plus large, sur l'exploitation de la classe populaire.

Le Combat Syndicaliste est d'ailleurs depuis bien longtemps un organe de presse du syndicalisme de classe, puisqu'il est historiquement le nom de la publication de la CGT SR (pour Syndicaliste Révolutionnaire) d'avant Guerre. La CNT, fondée en France en 1946 par des réfugiés de la CNT espagnole et des militants syndicalistes révolutionnaires de cette ancienne CGT, reprendra symboliquement ce titre, dont nous sommes fiers et que nous faisons toujours exister entre les mains des travailleurs. **POUR DECOUVRIR LE COMBAT SYNDICALISTE et RECEVOIR 3 NUMEROS GRATUITS : www.cnt-f.org**

